|  |  |
| --- | --- |
| **Maître de l’ouvrage**Ville de GenèveDépartement des constructions et de l’aménagementService XXX | **Mandataires**A compléter |
| **Retour des offres**Ville de GenèveDépartement des constructions et de l’aménagementService XXXAdresse12XX Genève – T 022.418.XX.XX – F 022.418.XX.XX |  |

**Appel d’offres sur invitation (selon L 6 05.01)**

CHANTIER :

TRAVAUX / CFC ou CAN :

APPEL D’OFFRES N° :

DELAI DE RENTREE DE L’OFFRES LE :

**Est refusée toute offre qui parvient au service susmentionné après le délai de rentrée (le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d’un retard d’acheminement de la poste ou tout transporteur).** En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

**La présente offre doit être constituée de 2 enveloppes, l’une pour l’offre proprement dit, et l’autre pour les attestations demandées y compris celles du (des) sous-traitant(s).
Les étiquettes fournies dans le cahier attestations doivent être collées sur les enveloppes correspondantes.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Détail des lots** | **Prix arrêté net - TVA comprise** |
| ……………………………………………………………………………………….……………….......................................................................................................……………………………………………………………………………………. | ……………………………………………………………………………………………………… |
| **Montant en cas d’adjudication de plusieurs lots concernés *(à préciser)*** ……………………………………………………………………………………….……………….......................................................................................................……………………………………………………………………………………. | **Prix arrêté net - TVA comprise**……………………………………………………………………………………………………... |
| **Variante éventuelle *(à préciser)***……………………………………………………………………………………….……………….......................................................................................................……………………………………………………………………………………. | **Prix arrêté net - TVA comprise**……………………………………………………………………………………………………... |
| **RRaison sociale du(des) sous-traitant(s) *(cf remplir page 8)***………………………………………………………………………………………………………...............................…………………………………………………………………………………………………………………………….. |
| **SOUMISSIONNAIRE(S) :** raison sociale + adresse + téléphone + fax + e-mail***Personne responsable :***………………………………………………………………………………………………..………………………………………………………………………….…….………………………………………………………………………………..…………………………………………………………………………………………  ***Date et signature :***    |

*Modèle février 2020*

**AVIS IMPORTANT**

**Le soumissionnaire est expressément invité à présenter le prix ARRETE de son offre, lequel sera considéré comme PRIX FERME pour l’examen d’une éventuelle adjudication. La notion « arrêté à discuter» ne sera pas retenue. En l’absence d’un prix arrêté, le chiffre brut sera considéré comme prix ferme.**

**ENGAGEMENT**

Ville de Genève : chantier ........................................................................................................................................

Le soussigné ......................................................................................................................................................................

entrepreneur de ...............................................................................................................................................................

domicilié à ............................................................................................................................................................................

......................................................................................................................................................................................................

**Conformément au règlement cantonal du 17.12.2007 sur la passation des marchés publics, aux conditions générales du contrat d’entreprise FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève 2016, ainsi qu’aux conditions stipulées dans le présent appel d’offres, documents dont il déclare connaître parfaitement et entièrement les clauses, l’entrepreneur :**

* s’engage, pour lui et ses ayants droit, à exécuter les travaux désignés pour le montant arrêté figurant sur la page de garde de cet appel d’offres ;
* déclare connaître les plans, l’état des lieux, les voies d’accès et la nature des travaux à réaliser selon le descriptif ci-joint ;
* déclare disposer des effectifs suffisants et du matériel nécessaire pour exécuter les ouvrages ;
* s’engage, en cas d’adjudication, à effectuer les travaux prévus après la signature du contrat et sans interruption jusqu'à leur totale finition, selon le planning du maître de l’ouvrage, à déclarer tout sous-traitant sous peine d’élimination immédiate ou lors de mises en appel d’offres ultérieures ;
* déclare que sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers pour les dommages causés aux personnes ou aux biens est couverte par des prestations d’assurance suffisantes ;

Raison sociale de la compagnie d’assurance RC de l’entrepreneur : .......................................

......................................................................................................................................................................................................

Agence de ...........................................................................................................................................................................

Adresse : ..............................................................................................................................................................................

......................................................................................................................................................................................................

Prochaine échéance de la police : .......................................................

Montant de la couverture : CHF. ..................................................................

(minimum ...............................................million(s) par événement pour les dommages causés aux biens et aux personnes).

Lieu et date : .......................................................... Timbre et signature :

Outre le présent appel d’offres, le candidat doit fournir, sous pli séparé, les

**ATTESTATIONS**

obligatoires selon

**les articles 32 et 33 du règlement L 6 05.01 du 17.12.2007** sur la passation des marchés publics, suivantes :

1. attestations justifiant que la couverture de son personnel en matière d’assurances sociales est assurée conformément à la législation en vigueur au siège du soumissionnaire et que ce dernier est à jour avec le paiement de ses cotisations (en Suisse **AVS**/AI/APG, **allocations familiales**, prévoyance professionnelle - **LPP** et paiement des primes **Suva/CNA**) ;
2. attestation certifiant pour le personnel appelé à travailler sur le territoire genevois :
* soit que le soumissionnaire est lié par la **convention collective de travail** de sa branche applicable à Genève
* soit qu’il a signé, auprès de **l’Office cantonal de l’inspection et des relations du travail (OCIRT)** un engagement à respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève, notamment en ce qui concerne la couverture du personnel en matière de retraite, de perte de gain en cas de maladie, d’assurance accidents et d’allocations familiales ;
1. attestation de l’autorité fiscale compétente justifiant que le soumissionnaire s’est acquitté de ses obligations en matière d’impôt à la source retenu sur les salaires de son personnel ou qu’il n’a pas de personnel soumis à cet impôt ;
2. déclaration du soumissionnaire s’engageant à respecter le principe de l’égalité entre femmes et hommes ;
3. extrait (éventuellement internet) du registre du commerce démontrant que l’entreprise est active depuis plus de trois ans.

Pour être valables les attestations jointes à l’offre ne doivent pas être **antérieures de plus de 3 mois** à la date fixée pour leur production, sauf dans les cas où elles ont, par leur contenu, une durée de validité supérieure.

***Les attestations doivent être présentées sous la forme d’un cahier à part avec la page de garde « attestations à présenter » pour chaque entreprise et sous-traitant concernés par la soumission***

Si le soumissionnaire prouve que les documents exigés par l’autorité adjudicatrice n’existent pas à son siège, des moyens de preuve équivalents peuvent être acceptés.

Si le soumissionnaire ne délivre que de la fourniture sans aucune prestation de main d’œuvre sur le chantier, il n’a pas l’obligation de fournir les attestations mentionnées au b) ci-dessus.

Si le soumissionnaire n’emploie pas de personnel, il doit prouver son statut d’indépendant sans personnel (en Suisse, s’adresser auprès de sa caisse de compensation AVS).

Dans ce cas, il est délivré de l’obligation de fournir les attestations concernant le personnel.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit de demander en tout temps aux candidats un extrait du registre des poursuites et faillites. Elle pourra écarter l'offre du candidat notamment s'il n'est pas à jour avec le paiement de ses impôts, ou s'il ne remplit pas les garanties de solvabilité et de correction en affaire. Les articles 42 et 48 du règlement sur la passation des marchés publics L 6 05.01 demeurent pour le surplus applicable.

**OCIRT** - Office cantonal de l’inspection et des relations du travail :

5, rue David Dufour – CP 64 – 1211 Genève 8

Tél. : 022.388.29.29

Courriel pour demande d’attestations OCIRT : reception.ocirt@etat.ge.ch ou

 [www.ge.ch/obtenir-attestation-ocirt](http://www.ge.ch/obtenir-attestation-ocirt)

*Pour tout renseignement administratif concernant les attestations, vous pouvez appeler la section des soumissions du département des constructions et de l’aménagement de la Ville de Genève au 022.418.20.46 - fax : 022. 418.20.31.*

**FEUILLE RECAPITULATIVE**

*(préciser les lots cas échéant, sinon remplir la colonne « Total »)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  LotsTravaux | Lot……………………. | Lot……………………. | Lot……………………. | Lot……………………. | **Total** **(cumul lots cas échéant)** |
| Total Brut | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. |
| % Rabais  | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. |
| Total net HT | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. |
| Total arrêté à | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. |
| TVA 7.7% | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. |
| **Total TTC** (montant arrêté net à reporter sur la page de garde) | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. | ……………………. |

*N.B. : les éventuels honoraires pour frais d’études (notamment chauffage, ventilation, sanitaire, électricité) ne doivent pas être inclus dans ces prix.*

**CONDITIONS GENERALES DE L’OFFRE**

## I Conditions de l’appel d’offres et d’exécution (par ordre de priorité)

1. Le règlement cantonal L 6 05.01 (règlement sur la passation des marchés publics)

2. Le contrat d’entreprise de la Ville de Genève (édition 2016)

3. Les conditions particulières d’ouvrage

4. Le devis descriptif (art. 8 de la norme SIA 118 2013) ou le descriptif des travaux (art. 12 de la norme SIA 118 2013) avec les éventuelles annexes

5. L’offre de l’entreprise (art. 15 al. 3 et 4 de la norme SIA 118 2013) avec les éventuelles annexes

6. Les plans, coupes et façades élaborés par les mandataires

7. Les conditions générales du contrat d'entreprise FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève 2016 y compris les conditions particulières de la Ville de Genève (dérogeant aux conditions générales FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève 2016) consultables sur www.ville-geneve.ch/conditions-contractuelles

8. La norme SIA 118 2013 « conditions générales pour l’exécution des travaux de constructions »

9. Les autres normes de la SIA ainsi que les normes et documents désignés ci-après :

 *(- à compléter selon besoin -)*

 [................................]

 [................................]

 [................................]

 [................................]

10. Le code des obligations (CO)

11. Les lois, règlements, prescriptions, directives et normes en vigueur en Suisse et dans la République et Canton de Genève, plus particulièrement les éventuelles normes désignées ci-après :

 - les fiches ECOBAU par CFC ([www.ecobau.ch](http://www.ecobau.ch)) – recherche avancée : fiches eco CFC

 - les matériaux proscrits par la loi ([www.geneve.ch](http://www.geneve.ch)) – recherche avancée : matériaux proscrits

*(- à compléter selon besoin -)*

 [................................]

 [................................]

 [................................]

 [................................]

En déposant l’offre, le soumissionnaire atteste avoir lu et approuvé l’ensemble des dispositions légales applicables du présent appel d’offres et en particulier les dispositions citées sous les numéros 7, 8 et 9.

## II Conditions particulières de la Ville de Genève

### 1. Assurance

En dérogation à l’art. 19 des conditions générales du contrat d’entreprise FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève 2016, le maître **d’ouvrage n’est pas tenu de contracter une assurance responsabilité civile ni une assurance travaux de** **construction**.

### 2. Paiement des prestations

Les acomptes et la facture finale doivent être payés par le maître d’ouvrage **dans un délai de soixante jours** dès la réception par la direction des travaux de la demande.

### 3. Organisation et conduite du chantier

3.1 L’entrepreneur saisit les autorités compétentes suffisamment tôt des requêtes en autorisation qui lui incombent.

3.2 En complément des renseignements fournis par le maître (nature du sol, nappe phréatique, incidence des ouvrages voisins, etc.), l’entrepreneur doit recueillir auprès des services publics intéressés (eau, gaz, électricité, TPG, télécommunication, téléréseau, signalisation, police, canalisation d’égouts et drainage, points de repères cadastraux, etc.) tous renseignements concernant la position de leurs installations, tant au plan qu’en élévation. Il prend toute disposition pour éviter que ces installations ne soient endommagées ou mises en danger par les travaux.

### 4. Durée de validité de l’offre

### La durée de validité est de 6 mois

### 5. Marché divisé en lots

Le maître de l’ouvrage se réserve le droit d’adjuger les travaux à un ou plusieurs entrepreneurs.

### 6. Variantes

### Admises. Elles seront déposées séparément de l’offre de base.

Pas admises.

7. Offres partielles

Admises / Pas admises

8. Sous-traitance

La sous-traitance (hors fourniture importante) est admise / pas admise.

Si admise : Elle doit représenter moins de 50% de la valeur du marché.

Lors de l’exécution du contrat, l’entrepreneur ne pourra faire appel qu’au(x) sous-traitant(s) annoncé(s) au moment de la remise de son offre.

Si l’entrepreneur souhaite faire appel à un(des) sous-traitant(s) non annoncé(s) au moment de la remise de son offre, il doit le justifier. En complément à l’art 3.4 des Conditions générales du contrat d’entreprise FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève (édition 2016), l’accord de la Ville de Genève devra être donné par écrit.

9. Conditions de travail

9.1 En dérogation à l’art. 6.2 des Conditions générales du contrat d’entreprise FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève (édition 2016), si l’entrepreneur n’est pas à même de fournir les sûretés visées à cet article, la Ville de Genève pourra payer directement les créances du personnel affecté au chantier au moyen du fonds de responsabilité solidaire (fonds social), créé par la Ville de Genève. Le Règlement du fonds de responsabilité solidaire pour les marchés publics de la Ville de Genève du 25 janvier 2016 LC 21 221 est applicable à cet effet. La Ville de Genève peut par ailleurs ordonner l’arrêt des travaux de l’entrepreneur concerné. L’art. 20 des Conditions générales du contrat d’entreprise FMB-FAI-Etat de Genève-Ville de Genève (édition 2016) demeure applicable.

9.2 En cas de violation, intentionnelle ou par négligence, de ses obligations en lien avec la sous-traitance, une peine conventionnelle d’un montant allant jusqu'à 10% du montant du contrat pourra être exigée de l’entrepreneur ; le montant de la peine conventionnelle sera affecté au fonds social. Le paiement de cette peine conventionnelle ne libère pas l’entrepreneur de son obligation d’exécuter le contrat.

10. Droit de renonciation

Le maître de l’ouvrage est en droit de renoncer à l’exécution de certaines positions du devis ou de les faire exécuter par une autre entreprise, sans qu’il en résulte pour l’entrepreneur un droit à une indemnité quelconque.

11. Langue de l’offre et de l’exécution du marché

La langue acceptée est le français.

12. Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l’exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

13. Indemnités

Il ne sera alloué à l’entrepreneur aucune indemnité pour les frais de rédaction de son offre, d’études, de plan et/ou d’échantillons que ce soit avant ou après la conclusion du contrat de l’entreprise.

### 14. Disposition transitoire

Les nouvelles normes sont applicables lorsque leur entrée en vigueur est intervenue 30 jours au moins avant la date de remise des dossiers d’appels d’offres aux soumissionnaires.

## III Divers

### 1. Publicité sur tous les chantiers et exigences du maître de l’ouvrage

Dans le cas où la Ville de Genève réalise un panneau de chantier sur lequel figurent les noms des entreprises mandatées, aucune autre forme de publicité, c’est-à-dire panneaux, banderoles, bâches ou drapeaux portant le nom et/ou le logo de l’entreprise, n’est tolérée, à l’exception de celui des échafaudages pour raisons de sécurité.

Si aucun panneau de chantier n’est prévu, l’entreprise peut appliquer un seul support sur les bâtiments qui subissent des travaux de construction, de rénovation ou d’entretien. S’il s’agit de travaux de génie civil, deux supports sont admis, un à chaque extrémité du chantier. Dans certains cas, par exemple si les travaux sont très étendus, trois supports sont autorisés. Les emplacements seront définis d’entente avec la Ville de Genève. La dimension de chaque support n’excèdera pas 0,70 m2.

Restent réservés les chantiers exceptionnels, pour lesquels des dispositions spéciales seront prises.

2. Frais d’établissement des devis

Il ne sera alloué aucune indemnité au soumissionnaire, pour les frais d’établissement de devis complémentaire.

**SOUS-TRAITANCE**

(à remplir par l’entreprise)

**Toute sous-traitance doit être annoncée** (y compris les décharges pour déchets de chantier), remplir le document et dupliquer si besoin :

La sous-traitance doit représenter moins de 50% de la valeur du marché

***1) Sous-traitant n°1***

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’entreprise sous-traitante |  |
| Adresse du sous-traitant |  |
| Montant TTC des travaux sous-traités | CHF |
| Type et part (part = pourcentage) des travaux sous-traités | % |

***2) Sous-traitant n°2***

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’entreprise sous-traitante |  |
| Adresse du sous-traitant |  |
| Montant TTC des travaux sous-traités | CHF |
| Type et part (part = pourcentage) des travaux sous-traités | % |

L’entrepreneur joindra à son offre **les attestations** mentionnées à la page 3 de l’appel d’offres concernant son/ses sous-traitant(s) dans une enveloppe séparée selon le cahier d’attestation joint.

A la signature du contrat, l’entrepreneur confirmera ses sous-traitants et fournira leurs attestations.

**CRITERES D’ADJUDICATION**

Le marché est adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, c’est-à-dire celle qui présente le meilleur rapport qualité/prix (art. 43 al. 3 L 6 05.01).

**Les critères d'adjudication sont les suivants :**

|  |  |
| --- | --- |
| Critères d’adjudication  | Pondération |
| Prix |  30 à 90 % |
| Organisation |  20 à 60 % |
| Qualité technique |  20 à 60 % |
| Formation des apprentis  |  5 % |

Méthode de notation du prix : formule linéaire T1 pondérée

**Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = 5 – (P offert – P min.) / (P moyen – P min.)**

*P offert : montant du prix offert*

*P min : montant du prix offert selon l’offre la plus basse reçue*

*P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes*

Le maître de l’ouvrage se réserve le droit d’exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

**Comité d’évaluation**

Pour toute la procédure, l’adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d’évaluation, il est composé des membres suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom / prénom | Société / fonction / profession |
| M | *Ville de Genève, Service technique, Architecte* |
| M |  |
| M |  |
| M |  |
| M | *Expert* |

Les membres ci-dessous pourront être remplacés si nécessaire par des suppléants

**MOYENS DE PREUVE**

PRIX :

Série de prix

ORGANISATION :

L’évaluation de l’organisation dépend de la nature du marché mais se fonde de manière objective sur la base des documents demandés.

* Effectif global de l’entreprise
* Organisation générale de l’entreprise pour le marché
* Poste / personne clef pour l’objet du marché
* Moyens consacrés pour exécuter le marché

*Note :*

*Les moyens de preuves susmentionnés ne sont pas tous nécessaires. Ils sont à sélectionner en fonction du marché.*

**ORGANISATION**

(à remplir par l’entreprise)

|  |
| --- |
| **ORGANISATION** |
| ***Effectif global de l’entreprise :*** |
| ***Organisation générale de l’entreprise pour le marché (respect du planning ou proposition d’optimisation, indiquer notamment les effectifs prévus, etc.) :*** |
| ***Poste / personne clef pour l’objet du marché :*** |
| ***Moyens consacrés pour exécuter le marché (engins, etc.) :*** |

**FORMATION**

(à remplir par l’entreprise)

**Attention : cette annexe n'est utilisable que pour des procédures NON soumises aux traités internationaux sur les marchés publics !**

|  |  |
| --- | --- |
| **Années** | **Nombre d’apprentis** |
| **2014-2015** |  |
| **2015-2016** |  |
| **2016-2017** |  |
| **2017-2018** |  |
| **2018-2019** |  |
| **Total** |  |

Nombre d’employés de l’entreprise (y compris employeur, sans les apprentis) :

Le bureau/entreprise qui a recherché, sans succès, des apprentis les 12 derniers mois doit joindre une attestation délivrée par un organisme officiel.

**FORMATION – Tableau de notation**

**des entreprises formatrices d’apprentis**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre d’employés \* | De | 1 | 4 | 8 | 13 | 21 | 36 | 51 | 76 |
| à | 3 | 7 | 12 | 20 | 35 | 50 | 75 | >76 |

**Nombre d'apprentis \*\***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **0**  | 2.50  | 2.25  | 2.00  | 2.00  | 1.75  | 1.50  | 1.00  | 1.00  |
| **A \*\*\***  | 3.25  | 3.25  | 3.00  | 2.75  | 2.50  | 2.25  | 2.00  | 2.00  |
| **1**  | 3.75  | 3.50  | 3.25  | 3.25  | 3.00  | 2.75  | 2.50  | 2.25  |
| **2**  | 4.25  | 4.00  | 3.75  | 3.25  | 3.25  | 3.00  | 2.75  | 2.50  |
| **3**  | 4.50  | 4.25  | 4.00  | 3.50  | 3.25  | 3.25  | 3.00  | 2.75  |
| **4**  | 5.00  | 4.50  | 4.25  | 3.75  | 3.50  | 3.25  | 3.25  | 3.00  |
| **5**  | 5.00  | 4.50  | 4.50  | 4.00  | 3.75  | 3.50  | 3.25  | 3.25  |
| **6**  | 5.00  | 5.00  | 4.50  | 4.25  | 4.00  | 3.75  | 3.50  | 3.25  |
| **7**  | 5.00  | 5.00  | 4.75  | 4.50  | 4.25  | 4.00  | 3.75  | 3.50  |
| **8**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 4.50  | 4.50  | 4.25  | 4.00  | 3.75  |
| **9**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 4.75  | 4.50  | 4.50  | 4.25  | 4.00  |
| **10**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 4.75  | 4.50  | 4.50  | 4.25  |
| **11**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 4.75  | 4.50  | 4.50  |
| **12**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 4.75  | 4.50  |
| **13**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 4.75  |
| **14**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  |
| **15**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  |
| **16**  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  | 5.00  |

|  |
| --- |
| \* Nombre d'employés, y compris employeur, (sans les apprentis) au moment du dépôt de l'offre.  |
| \*\* Nombre d'apprentis qui ont été formés ces 5 dernières années (voir explication ci-dessous)  |
| **\*\*\* A :** Bureau/entreprise qui a recherché, sans succès, des apprentis les 12 derniers mois (attestation délivrée par un organisme officiel)  |

**Exemple** : pour calculer le nombre d'apprentis à prendre en compte, on cumulera le nombre d'apprentis formés pour chacune des 5 dernières années selon l'exemple suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **Années** | **Nombre d’apprentis** |
| **2001-2002** | 1 (Michael) |
| **2002-2003** | 0 |
| **2003-2004** | 1 (Bertrand) |
| **2004-2005** | 2 (Bertrand, Noémie) |
| **2005-2006** | 3 (Bertrand, Noémie, Valentin) |
| **Total** | **7** |

Pour une entreprise de 13 à 20 employés, la note obtenue est : **4.50**